ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

accès aux soins

Question écrite n° 120720

Texte de la question

Mme Danielle Bousquet attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé sur l'accès au soin des plus démunis. En effet, dans son dernier rapport annuel, l'association Médecins du monde indique que les personnes les plus vulnérables accèdent de plus en plus difficilement au système de soins ou n'arrivent pas à faire valoir leurs droits à la couverture maladie, ce qui provoque un véritable « krach sanitaire ». L'association déplore que ces dernières années, de nombreuses mesures aient été prises, sur le plan réglementaire comme législatif, qui vont à l'encontre des enjeux de santé publique. Médecins du monde critique les politiques publiques, qui ciblent les populations marginales, souvent pour les expulser, qui rendent l'accès aux dispositifs de soin de plus en plus compliqué et qui réduisent l'hébergement d'urgence et le logement social. Elle note la résurgence d'épidémies qualifiées d'une autre époque, comme la rougeole, la tuberculose, la gale ou l'hépatite A, qui obligent Médecins du monde à mettre en place des interventions de nature « humanitaire ». Elle lui demande donc d'indiquer à la représentation nationale quelles mesures le Gouvernement entend prendre afin d'améliorer l'accès aux soins des plus précaires, en mettant fin à « une politique systématique de harcèlement et de stigmatisation qui entraîne expulsions sans relogement, rupture de soins, arrêt de la prise en charge, non suivi des vaccinations » selon l'association Médecins du monde.

Données clés

Auteur : Mme Danielle Bousquet
Circonscription : Côtes-d'Armor (1re circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 120720
Rubrique : Santé
Ministère interrogé : Travail, emploi et santé
Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 25 octobre 2011, page 11282
Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)